Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Nous-avons-aujourd-hui-retrouve-la

Nous avons aujourd'hui retrouvé la mémoire du 17 octobre 1961

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : samedi 25 octobre 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

<dl class='spip_document_3859 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:1113px;'>[JPEG - 333.9 ko]

extrait de l'intervention de Michèle Picard lors de la cérémonie en mémoire du massacre des algériens à Paris le 17 octobre 1961, devant une foule nombreuse comme les années précédentes, devant la stèle inaugurée il y a 4 ans

[JPEG - 284 ko]

...

Les historiens s'accordent aujourd'hui à dire qu'il y a eu plusieurs dizaines de victimes la nuit du 17, mais que le chiffre est compris entre 120 et 345 personnes, si l'on prend en compte ces deux mois d'une violence extrême. Notons également que c'est l'une des rares fois, depuis le 19ème siècle, où la police tire sur des ouvriers à Paris.

Mais le pire, pour les familles endeuillées, pour les progressistes qui dénonçaient et luttaient contre la colonisation depuis des années, c'est cette chape de plomb qui allait s'abattre sur la mémoire collective de notre pays.

Elle n'a pas été immédiate. La presse parle très vite de massacre, dénonce le bilan officiel, des explications sont demandées à Maurice Papon lors d'une séance du conseil municipal de Paris le 27 octobre 61, des députés appellent à la création d'une commission d'enquête, qui ne verra jamais le jour. Le livre de Paulette Péju, Ratonnades à Paris, présenté comme un recueil d'articles de presse, est très vite interdit à la vente, des films privés de projection et les bobines aussitôt saisies.

Et puis, plus rien, on efface, on cache, on gomme un chapitre noir de l'histoire de notre pays.

Mais que personne ne se trompe, ce rien, ce vide est voulu, intentionnel, il rejoint la stratégie d'amnésie collective, de la raison d'Etat au-dessus de tout, déjà à l'oeuvre quand Henri Alleg dénonçait l'usage systématique de la torture en Algérie.

Au Sénat, la commission parlementaire est rejetée au motif qu'elle ne ferait, j'ouvre les guillemets, « que jeter un peu de doute, un peu de trouble, un peu de confusion dans l'esprit et le coeur d'un grand nombre de fonctionnaires de police ».

Fermez le ban.

Instaurer l'oubli judiciaire, voilà l'objectif du pouvoir de l'époque, et cet objectif, il faut bien l'admettre, a été atteint.

Des années 60 jusqu'au milieu des années 80, le 17 octobre n'existe pas. « Une énigme », dira Pierre Vidal-Naquet.

La faute à qui ? Aux partis politiques progressistes, dont les appareils, plus que les militants, font preuve de contradictions au sujet de la guerre d'Algérie ? A l'éducation nationale, qui ne remplit pas son devoir de

transmission ? A une parole morcelée, voire souterraine, qui peine à émerger.

La droite réactionnaire, l'extrême droite, les anciens de l'OAS, n'acceptent pas la fin de l'empire colonial, du mythe de « l'Algérie française ».

Les immigrés algériens, eux, vivent leurs douleurs et le deuil dans le silence.

Quand Jean-Luc Einaudi recueille pour la première fois, leurs témoignages dans les années 80 et 90, l'émotion est intense, toujours présente : « J'ai vu, dit l'historien, de vieux messieurs algérien, qui étaient restés silencieux toute leur vie, s'effondrer en larmes devant leur famille. Ils n'avaient pas parlé parce que c'était trop douloureux, bien sûr, mais aussi parce qu'ils ne voulaient pas provoquer de réaction de révoltes à l'égard de la France ».

...

[JPEG - 322.1 ko]

Copyright © Le Vénissian